

Un temps pour changer

La crise sociale et politique qui résulte de la mise en place de la réforme des retraites a fait émerger des différences d'intérêts au sein de notre société, qui sont restés souterraines ces dernières années. Des exigences élémentaires en matière de justice, des besoins quant aux réalités vécues par nombre de salariés et de professionnels de différents secteurs, ont pu s'exprimer et être relayés par des organisations collectives. C'est pour nous un signe d'Espérance, même si tout n'a pas toujours été entendu et pris en compte.

Parmi les situations mises à jour, nous soulignons :

- La relégation à l'arrière-plan - derrière les préoccupations de rentabilité financière et les défis de la concurrence internationale - des conditions concrètes de travail, qui occasionnent pénibilité physique, usure professionnelle et perte de sens ;
- Les possibilités offertes par les technologies numériques, dont nous ne vérifions pas toujours à qui elles profitent concrètement, qui entraînent aussi déshumanisation, mal-être au travail, dilution des équipes de travail et difficultés d'accès aux services publics ;
- L'injonction paradoxale qui consiste à renforcer l'activité des seniors dans un monde économique qui considère qu'un travailleur est moins opérationnel dès 45 ans.

Par nos responsabilités professionnelles dans le secteur privé (entreprises et professions libérales), comme dans la sphère publique, nous sommes amenés en permanence à gérer les tensions entre d'un côté le souci des personnes, leurs besoins, le sens de nos activités, la qualité de nos produits et services, et de l'autre, les moyens financiers qui peuvent y être consacrés et qui nous sont alloués.

Nos milieux professionnels et de vie sont aussi accoutumés à prédire et prophétiser un futur du travail, une société à venir, conforme à nos intérêts ; il y a urgence à regarder autour de nous le monde qui vient, qui se construit parfois sans nous, parfois contre nous. Pour entrer dans une démarche de conversion qui nous permette de contribuer au vivre ensemble, avec tous. Cette crise est une occasion de changer, un temps privilégié où l'Esprit de Dieu nous attend et nous accompagne.

Or, nous ne pouvons pas y parvenir sans être dans une posture d'écoute et de dialogue.

Car cette crise a aussi mis en exergue la difficulté d'un réel dialogue, sociétal, social et parlementaire sur la nécessité et sur la forme à donner à la réforme. Nous sommes témoins qu'un dialogue empêché peut aussi exister à tous les échelons de la société, locaux, régionaux, dans l'entreprise, la vie locale et politique. Cette absence de dialogue génère colère, violence et ressentiment, elle déstabilise la démocratie

Le dialogue n'est pas une simple posture pédagogique. Il passe d'abord par la reconnaissance de l'autre et de sa vérité, qui conduit chacun à changer sa vision de départ. Il est le moyen pour construire ensemble, à condition de reconnaître la légitimité de son ou de ses interlocuteurs.

A la suite du Christ qui a refusé la tentation de la violence, en solidarité avec le Pape François qui plaide dans Fratelli Tutti pour une culture du dialogue et de la rencontre, conscients de nos responsabilités et convaincus que les difficultés peuvent être surmontées, nous appelons l'ensemble des acteurs à oser dialoguer et à prendre du temps pour réfléchir aux transformations dans lesquelles ils doivent s'engager avec leur environnement.